**[66:D:5]**

 **Affidavit**

 [*no du dossier de la cour*]

 COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

 [*intitulé de l'instance*]

 AFFIDAVIT DE [*nom*]

 Je soussigné, [*nom*], de la/du [*cité, ville, etc.*] de ..., dans le/la [*comté, municipalité régionale, etc.*] de ..., promoteur, DÉCLARE SOUS SERMENT :

1. Je suis le président de Portefeuille [*dénomination sociale*] Limitée, la requérante dans la présente instance.

2. Vers le [*date*], la requérante a signé une convention d'achat-vente afin d'acheter les biens-fonds situés aux [*numéros*], rue ..., dans la ville de ..., dans la municipalité de la communauté urbaine de ..., dans le district judiciaire de ... Une description plus détaillée de ces biens-fonds figure à l'Annexe «A». Une copie conforme de cette convention d'achat-vente est jointe comme pièce «A».

3. Est jointe comme pièce «B» une copie conforme du levé des biens-fonds fait par [*noms*], des arpenteurs-géomètres de l'Ontario, le [*date*].

4. Le [*date*], la requérante a demandé un permis de construire afin d'ériger un immeuble à appartements de 11 étages sur ces biens-fonds; à cette époque, la requérante a versé, à l'appui de sa demande, des droits de ... $ au Service des bâtiments de la ville de ... Elle a également déposé les documents suivants :

1. les épures architecturales,

2. les épures structurales,

3. les épures mécaniques et électriques,

4. les devis architecturaux,

5. les calculs relatifs à la structure,

6. les devis mécaniques et électriques,

7. les calculs des quantités de matériaux de construction requises,

8. les analyses du sol,

9. le levé susmentionné.

5. Est jointe comme pièce «C» une copie conforme du reçu no [*numéro*] délivré par le Service des bâtiments de la ville de ..., à l'égard de la demande de permis susmentionnée.

6. À toutes les époques en cause, les biens-fonds susmentionnés étaient désignés R4Z4 aux fins du zonage. Cette désignation permet la construction de l'immeuble visé par la demande. Les documents susmentionnés qui ont été déposés au Service des bâtiments de la ville de ... respectaient, à tous égards, les règles et règlements de la ville de ..., notamment en matière de zonage et de construction.

7. Jusqu'au [*date*], les représentants du Service des bâtiments de la ville de ... ont assuré à la requérante, à ses employés et à [*nom*], son architecte, que la demande était à tous égards en règle et conforme aux règlements de la ville de ..., et que la demande avait reçu toutes les approbations requises des représentants du Service des bâtiments de la ville de ... aux différentes étapes de son traitement, sans toutefois avoir encore été approuvée par le commissariat des incendies, une formalité qui, selon ce que comprend la requérante, se situe à la toute fin d'un tel processus.

8. Se basant sur ces déclarations, qui lui ont été faites de façon répétée, et se fondant sur les garanties qui lui ont été données selon lesquelles la demande était régulière à tous égards, la requérante a convenu de modifier les conditions de la convention d'achat-vente jointe comme pièce «A», et elle a signé une convention d'achat-vente révisée datée du [*date*], dont une copie conforme est jointe comme pièce «D». L'opération envisagée dans la pièce «D» a été conclue par la suite. Cette conclusion n'aurait pas eu lieu sans les déclarations susmentionnées.

9. Le [*date*], [*nom*], la personne responsable du traitement de la demande dans la présente affaire, m'a informé que la demande était en règle et que, compte tenu du désir de la requérante de commencer la construction dès maintenant, il n'était pas nécessaire que l'excavation soit encore reportée et il convenait que la requérante demande et obtienne un permis d'excavation; la requérante devait donc se présenter aux bureaux du Service des bâtiments de la ville de ... afin de signer la demande nécessaire à l'obtention du permis d'excavation.

10. Par conséquent, je me suis présenté le [*date*] aux bureaux du Service des bâtiments de la ville de ... et j'ai signé une demande de permis d'excavation. On m'a avisé que le permis serait délivré dans quelques jours et on m'a suggéré de téléphoner le lundi suivant. Une copie conforme du reçu de la demande de permis d'excavation est jointe comme pièce «E». Lorsque j'ai téléphoné au bureau du Service des bâtiments de la ville de ... le [*date*], on m'a informé que le permis d'excavation n'était pas encore arrivé, en me conseillant de téléphoner plus tard afin de m'assurer que le permis soit prêt.

11. Le [*date*], j'ai parlé à [*nom*], la personne responsable de la demande, qui m'a répété de téléphoner plus tard dans la journée ou le lendemain.

12. Le [*date*], j'ai téléphoné au bureau de [*nom*], la personne responsable de la demande, et on m'a informé que, même si la demande était à tous égards conforme aux règles du Service des bâtiments de la ville de ..., le commissaire des bâtiments de celle-ci ... avait donné une directive selon laquelle aucun permis de construire ne devait être délivré et aucune demande en cours ne devait franchir de nouvelle étape si elle concernait le centre-ville de ..., et si l'immeuble visé excédait ... m de hauteur ou ... m2 de surface de plancher brute.

13. La somme de ... $ versée par la requérante à l'appui de cette demande de permis de construire n'a pas été remboursée.

14. Compte tenu de la directive susmentionnée, la ville de ... et ses représentants mettront un terme à l'examen de la demande de permis de construire de la requérante.

15. La directive susmentionnée du Service des bâtiments de la ville de ... est illégale et injustifiée, et elle ne s'appuie sur aucun pouvoir ni compétence conférés par une loi; il s'agit d'une entrave illégale qui constitue un excès de pouvoir violant les droits de la requérante et nuisant à ses intérêts.

DÉCLARÉ SOUS SERMENT, etc.